RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Compte-rendu du Comité ONG du 1er février 2022

6 NOUVEAUX PROJETS D'ONG FINANCÉS PAR L'AFD POUR 5,8 MILLIONS D'EUROS DE SUBVENTIONS

Le comité ONG de l'AFD du 1er février 2022 a validé l'attribution plus de 5,8 millions d'euros de subventions (5 806 000 €) à six OSC françaises pour la mise en œuvre de six nouveaux projets dont le budget global s'élève à plus de 10 millions d'euros (10 003 432 €).
Ces projets répondent à des enjeux d'accès à l'éducation, notamment des filles, de prise en charge de la Petite Enfance ou encore d'abolition de la peine de mort dans 23 pays d'Afrique subsaharienne. Deux projets sont déployés en Haïti pour venir en aide aux populations affectées par le séisme du 14 août 2021. Un nouveau projet d'intérêt général permet également de développer l'éducation à la citoyenneté mondiale et aux migrations dans huit régions de France.

PROJETS DE TERRAIN

Yara LNC
Favoriser l'accès à l'éducation et à l'insertion professionnelle des enfants vulnérables de la région de Zinder, au Niger

Le taux de scolarisation de la région rurale de Zinder, déjà faible au primaire, s'effondre au secondaire. Les enfants, et notamment les filles, n'accèdent pas au secondaire principalement du fait des mariages précoces, de la pauvreté et de l'absence d'établissement scolaire.
Pour faire reculer ces inégalités d'accès à l'éducation et à l'insertion professionnelle et contribuer à désenclaver la région, le projet :

- Propose un lieu de vie dans deux internats urbains, à Zinder et à Niamey, et des conditions d'apprentissages propices à un parcours scolaire diplômant. Les enfants ruraux défavorisés, à parité filles et garçons, renforcent leur niveau à l'école primaire de l'internat de Zinder puis accèdent à un cycle secondaire complet pour obtenir un diplôme reconnu par l'État. Les deux internats offrent un accompagnement éducatif (soutien scolaire, sports, culture, informatique) et un suivi médical et psychologique complet.
- Accompagne l'insertion d'adolescents déscolarisés par des formations courtes ou diplômantes au centre de formation professionnelle de Zinder, dit de la « 2ème chance », et une aide à l'insertion dans la vie active.
- Améliore l'autonomie des parents et des communautés rurales, en particulier des filles et des femmes, via des actions éducatives, économiques et de santé : sensibilisation à la scolarisation des filles, soutien scolaire, accès aux soins, activités génératrices de revenus. Le projet propose également des internats ruraux « niveau collège » dédiés aux jeunes filles de la région de Zinder.

Ce projet d'une durée de trois ans bénéficiera directement à 2 650 enfants et adultes et indirectement à 53 700 familles et habitants des 40 villages ciblés.

Le budget total de ce projet est de 1 662 354 *euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève* 400 000 *euros, soit 24 % du montant total du projet.*

Aide et Action
Investir dans l'éducation et la protection de la petite enfance à Madagascar et au Burkina-Faso

Le constat selon lequel les enfants bénéficiant d'une éducation préscolaire de qualité sont mieux préparés pour l'école primaire et obtiennent de meilleurs résultats, réduisant les taux de redoublement et d'abandon à l'école primaire, fait désormais consensus. L'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) recouvre cette éducation préscolaire et l'étape cruciale de la transition vers le primaire.

A Madagascar et au Burkina-Faso, si l'EPPE est bien prévue dans les politiques publiques, l'allocation des ressources pour leur mise en œuvre est encore insuffisante. Les taux de préscolarisation restent très faibles et aucun dispositif opérationnel garantissant un continuum entre le préscolaire et le primaire n'est effectif. Les enfants sont mal préparés à l'école et éprouvent des difficultés d'apprentissage lorsqu'ils entrent dans le système scolaire.

La convention programme *Investir dans l'éducation et la protection de la petite enfance* portée par Aide et Action vise à accompagner, dans ces deux pays, l'ensemble des acteurs clés, depuis le niveau communautaire jusqu'au niveau institutionnel, pour assurer une EPPE de qualité et garantir un continuum fluide entre le préscolaire et le primaire. Pour atteindre cet objectif, le projet entend :

- Améliorer l'environnement immédiat des enfants et intégrer la pédagogie active dans les méthodes et pratiques d'enseignement (équipement des infrastructures préscolaires et dotation en matériels didactiques, sensibilisation et formation des enseignants et des familles sur la petite enfance…) ;
- Renforcer la collaboration et le travail en synergie des autorités décentralisées et des services techniques de l'Etat, ainsi que des structures communautaires et des OSC locales ;
- Assurer l'engagement des parties prenantes du niveau local au niveau national pour une prise en charge efficace du continuum entre le préscolaire et le primaire (échange de bonnes pratiques, plaidoyer visant l'amélioration des cadres institutionnels, l'harmonisation des curricula, l'augmentation de la part de budget alloué à l'EPPE…). Ces actions s'appuient sur des études transversales et de la capitalisation.

Le budget total de ce projet est de 1 750 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève 1 000 000 euros, soit 57% du montant total du projet.

ACTED
Soutenir la reconstruction et le relèvement des communautés haïtiennes affectées par le séisme du 14 août 2021 – Haïti

Ce projet porté par ACTED, en consortium avec Un Enfant par la Main et la Fondation Architectes de l'urgence, vise à apporter un soutien matériel, logistique, financier et de renforcement de capacité à une partie des populations les plus touchées par les dégâts occasionnés par le séisme du 14 août 2021. Ce tremblement de terre a dévasté les trois départements du Sud d'Haïti (Sud, Nippes, Grande Anse), faisant 2 242 victimes, 12 763 blessés et 329 disparus.

Le projet entend soutenir les populations sur trois fronts : l'éducation, avec la reconstruction de 5 écoles et le renforcement de la résilience des élèves et des familles ; la reconstruction-réhabilitation de 135 logements individuels et la remise en fonctionnement de systèmes d'accès à l'eau potable ; la résilience socio-économique des populations, par des actions de relance économique, de lancement d'activités génératrices de revenu (AGR) et d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).

Déployé dans 9 communes, le projet touchera directement plus de 15 000 personnes : 3 200 élèves, 174 enseignants, 200 ouvriers-maçons, 685 habitants des logements reconstruits, 8 600 usagers des système d'eau potable, 2 000 bénéficiaires des actions de relance agricole et 500 des AGR.

Le budget total de ce projet est de 2 571 427 euros sur deux ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 800 000 euros, soit 70 % du montant total du projet.

Comité national de Solidarité laïque (CNSL)
Renforcer la résilience de l'éducation publique après le séisme du 14 août 2021 - Haïti

Ce projet est porté par un consortium d'OSC dirigé par Solidarité Laïque associant Aide et Action et Electriciens sans frontières. Il est centré sur la réhabilitation du secteur éducatif public, qui a été particulièrement affecté par le tremblement de terre avec 1250 écoles détruites ou endommagées, dont 530 publiques.

Il s'agit donc de reconstruire et réhabiliter au plus vite, mais de façon durable, des infrastructures et des installations scolaires, afin de permettre à un maximum d'élèves de retourner à l'école. SL et ses partenaires entendent également accompagner les membres de la communauté éducative. 12 écoles seront ainsi entièrement reconstruites, équipées, électrifiées.

De nombreuses activités d'accompagnement des acteurs éducatifs viendront compléter cette démarche : aide financière aux familles les plus démunies et aux enseignants, formations des acteurs éducatifs, modules d'appui psycho-social, sensibilisation des enfants aux risques naturels, accompagnement des conseils d'école…

Le projet touchera directement plus de 3 700 élèves des 12 écoles qui seront reconstruites ou réhabilitées, ainsi que 300 enseignants et 1200 parents d'élèves qui seront aidés par les activités de résilience et d'accompagnement. Les élus locaux, les cadres de l'enseignement public, les acteurs associatifs et communautaires sont également impliqués et bénéficiaires.

Le budget total de ce projet est de 1 714 383 euros sur deux ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 200 000 euros, soit 70 % du montant total du projet.

FIACAT et Coalition mondiale contre la peine de mort
Confirmer la tendance abolitionniste de la peine de mort en Afrique subsaharienne - phase 3

Après une première et seconde phase (2015 ; 2018) de renforcement de capacités des associations membres de la FIACAT et de la Coalition mondiale contre la peine de mort actives en Afrique, cette troisième phase du projet *Africabolition* entend parachever le transfert de compétences sur le plaidoyer en faveur de l'abolition de la peine de mort et sur la gestion de petits projets, à la société civile africaine.
Il s'agit de rendre toutes les organisations membres du projet autonomes dans leurs actions de plaidoyer et de sensibilisation en lien avec l'abolition de la peine de mort. Il s'agit également que

toutes les organisations membres du projet soient a minima capables de demander, de gérer et de rendre compte sur des petites subventions accordées pour une activité abolitionniste. Une perspective de genre sur la peine de mort est introduite sur cette troisième phase, afin de sensibiliser sur les discriminations liées au genre dans l'administration de la justice pour les femmes condamnées à mort.

Le projet couvre 23 pays d'Afrique subsaharienne et est conduit en consortium entre la FIACAT et la Coalition mondiale contre la peine de mort, en partenariat avec 43 représentants de la société civile locale (dont 15 ACAT membres de la FIACAT) des pays d'intervention du projet. Parmi les associations locales, 9 seront plus fortement accompagnées dans la conduite et la gestion de méso projets de plus grande ampleur.

Les principaux impacts visés au terme de cette phase sont l'augmentation du nombre de pays abolitionnistes en Afrique (23 en mai 2021), des prises de position publiques des autorités politiques des pays ciblés en faveur de l'abolition (3 en 2020), et des projets de loi abolitionnistes (1 en 2020). Dans la continuité des démarches initiées depuis 2015, l'adoption par l'Union africaine du Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples sur l'abolition de la peine de mort reste visée par cette troisième phase.

Le budget total de ce projet est de 1 485 364 €. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 876 000 euros, soit 59 % du montant total du projet.

PROJETS D'INTERET GENERAL

Union nationale e-graine
Développer l'éducation à la citoyenneté mondiale dans les territoires français – phase 2

Mouvement associatif d'éducation populaire, implanté dans huit régions de France, e-graine poursuit son programme d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et d'éducation aux migrations. S'appuyant sur leur expertise pédagogique, leur capacité à créer des coopérations et leur ancrage territorial, les associations e-graine relient la vie quotidienne des citoyens aux grands enjeux mondiaux des Objectifs de développement durable. Elles accompagnent l'engagement des citoyens dans des actions concrètes, à l'échelle des bassins de vie, pour les transitions écologiques, sociales et économiques.

Pour développer largement l'ECM en France et accompagner l'engagement citoyen, différents formats d'animations et de sensibilisations sont prévus. Le projet entend également contribuer à renforcer la professionnalisation du secteur, en développant le métier d'Educateur à la Citoyenneté Mondiale.
Il s'agit par ailleurs de déployer largement le programme pédagogique d'éducation aux migrations, « Un Univers Citoyen », conçu en première phase, qui comprend trois dispositifs. I-migrants est un parcours pédagogique qui fait intervenir des collégiens ou lycéens français et de jeunes étrangers. « Nous d'ailleurs » et « Femmes & Migrations : l'exposition dont vous êtes la migrante » sont conçus comme des expositions. Tous conjuguent l'humanisation des migrants, la déconstruction des préjugés, et l'accompagnement à bâtir ses propres réponses sur les questions migratoires. Ils permettent d'associer des acteurs locaux de solidarité, afin d'établir des liens concrets avec la situation particulière de chaque territoire et d'encourager l'engagement citoyen local. Le déploiement du programme « Un Univers Citoyen » doit permettre de toucher 10 000 individus à partir de 12 ans durant les trois années du projet.

Le budget total de ce projet est de 819 904 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 530 000 euros, soit 65 % du montant total du projet.